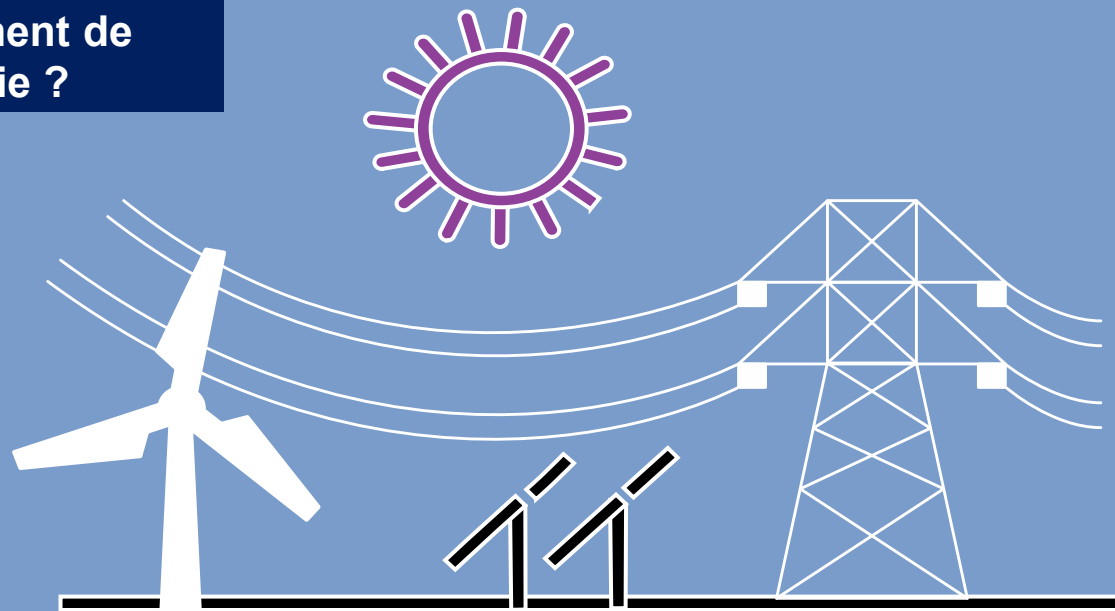




GT155 : RegulaE.Fr



Comment encourager les entreprises privées (notamment de l'UE) à investir dans une activité du secteur de l'énergie ?



Libreville

10 juillet 2025



Table des Matières

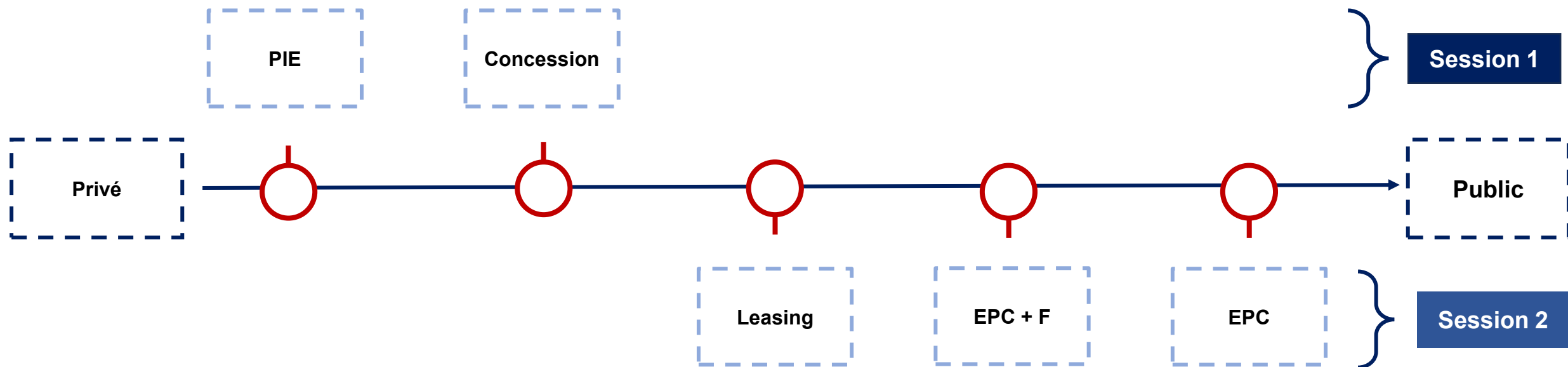
► 1. Présentation de l'atelier

- 2. Les différents modèles pour la mise en œuvre d'un projet dans le secteur de l'électricité
- 3. Les procédures de sélection – Attribution des titres
- 4. La mise en œuvre des projets

DISCLAIMER: *Les informations et les opinions présentées dans cette note sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission européenne. La Commission européenne ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cette note. Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission européenne ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce document.*



Les différents modèles pour la mise en œuvre d'un projet dans le secteur de l'électricité





Partenariats Public Privé / Exercice d'une activité du Service Public de l'électricité

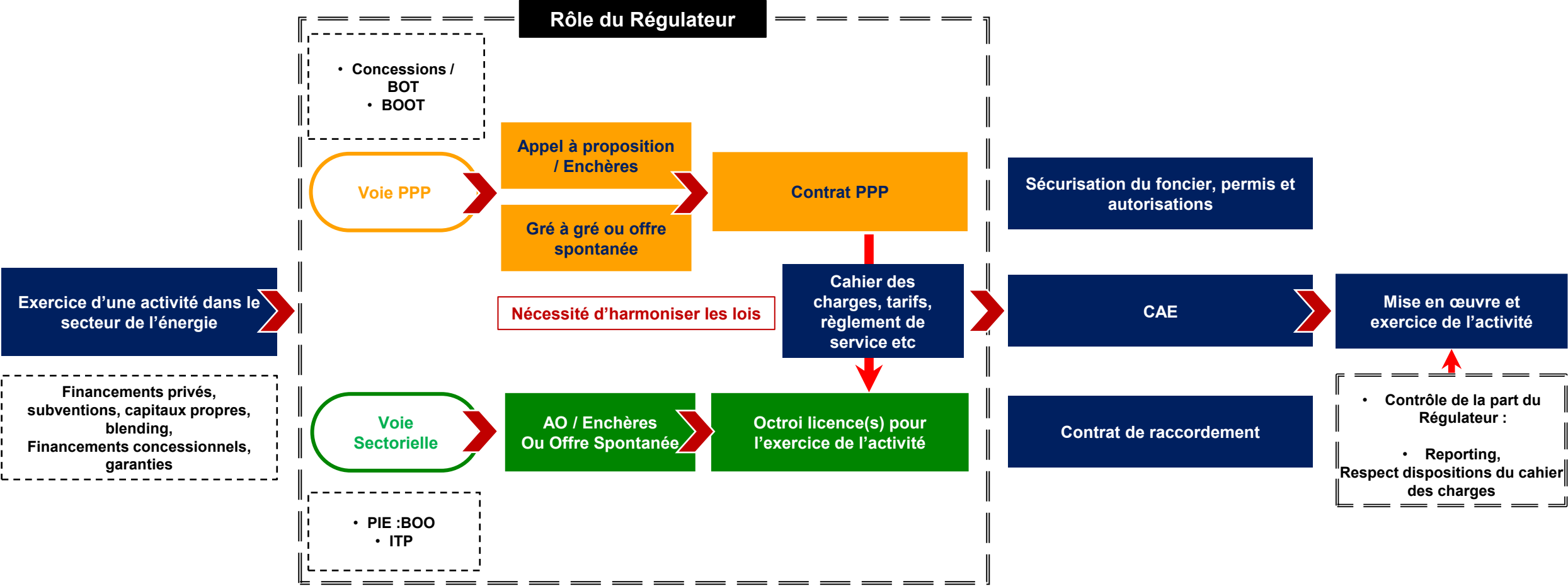




Table des Matières

- ▶ 1. Présentation de l'atelier
- ▶ **2. Les différents modèles pour la mise en œuvre d'un projet dans le secteur de l'électricité**
- ▶ 3. Les procédures de sélection – Attribution des titres
- ▶ 4. La mise en œuvre des projets



Les prérequis à l'investissement privé dans une activité du secteur



Indicateurs

Libéralisation du marché

- Dispositions pour la séparation des activités (GRT indépendant)
- Dispositions pour une séparation au moins comptable des activités
- Dispositions relatives aux droits d'accès des tiers au réseau
- Dispositions pour la détermination des seuils pour les clients éligibles



Indicateurs

Transition énergétique

- Dispositions visant à promouvoir la production à base d'EnR (hors réseau et sur réseau)
- Dispositions pour un accès prioritaire des énergies renouvelables au réseau
- Modalités et mécanismes d'intégration des énergies renouvelables au réseau



Indicateurs

Accès à l'électricité / Electrification rurale

- Dispositions pour un droit d'accès à l'électricité et mécanismes de mise en œuvre
- Dispositions visant à simplifier les procédures pour les projets d'électrification rurale
- Dispositions pour la connexion des mini-réseaux au réseau



Indicateurs

Principes de révision des tarifs et mécanismes compensatoires

- Dispositions pour la révision des tarifs et des mesures de compensation le cas échéant
- Modalités, mécanismes et délais pour combler les écarts tarifaires. Modèles financiers
- Transparence et exactitude des rapports
- Dispositions pour la participation du régulateur à la fixation des tarifs et du niveau des compensations



Indicateurs

Promotion de la participation du secteur privé

- Dispositions pour la concurrence et la transparence dans les procédures d'octroi des titres pour l'exercice des activités
- Dispositions relatives à la promotion des investissements et la participation du secteur privé
- Cohérence et harmonie entre la Loi PPP et la Loi sectorielle



Indicateurs

Clarté des procédures de Planification et programmation

- Dispositions relatives à la planification des infrastructures et la clarification des rôles des différents acteurs
- Plans directeurs pour le développement des infrastructures
- Dispositions pour le développement d'un pipeline de projets prioritaires



Les principaux éléments de mise en œuvre (1 de 2)

Caractéristiques	PPP / Concession	PIE
Propriété	<p>Le concessionnaire finance, construit, entretient, exploite et détient les actifs jusqu'à la fin des contrats. L'État ou le service public peut participer au financement. À la fin de la période, le concessionnaire transfère les actifs à l'État ou au service public.</p>	<p>Le PIE finance, construit, possède et exploite les actifs. Les accords contractuels prévoient la fin du contrat et les mécanismes de négociation de sa prolongation, de sa revente ou de son démantèlement.</p>
Autorité Contractante	<p>Le Département PPP est chargé d'accompagner la mise en œuvre des projets PPP. Les procédures PPP doivent être harmonisées avec les procédures d'octroi de licences d'électricité prévues par la Loi sur l'électricité.</p>	<p>Le régulateur gère le processus d'autorisation pour sélectionner un producteur indépendant d'électricité. Le ministère de l'Énergie délivre la licence d'exploitation.</p>
Contrats	<p>Les contrats de concession sont généralement signés par le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie, après approbation préalable du comité technique du PPP. Les licences sont accordées par le ministre de l'Énergie/le régulateur, conformément aux procédures de la Loi sur l'électricité.</p>	<p>Le ministère de l'Énergie accorde une licence au producteur indépendant d'électricité (PIE), contrat juridiquement contraignant l'autorisant à construire et exploiter une centrale électrique et à percevoir une rémunération conformément aux obligations définies dans le CAE. Les licences sont signées par le ministre de l'Énergie/le régulateur.</p>
Conception et construction	<p>Le concessionnaire est responsable soit de la conception et de la construction, soit du paiement d'un entrepreneur distinct pour la conception et la construction.</p>	<p>Le PIE est responsable soit de la conception et de la construction, soit du paiement d'un entrepreneur distinct pour la conception et la construction.</p>

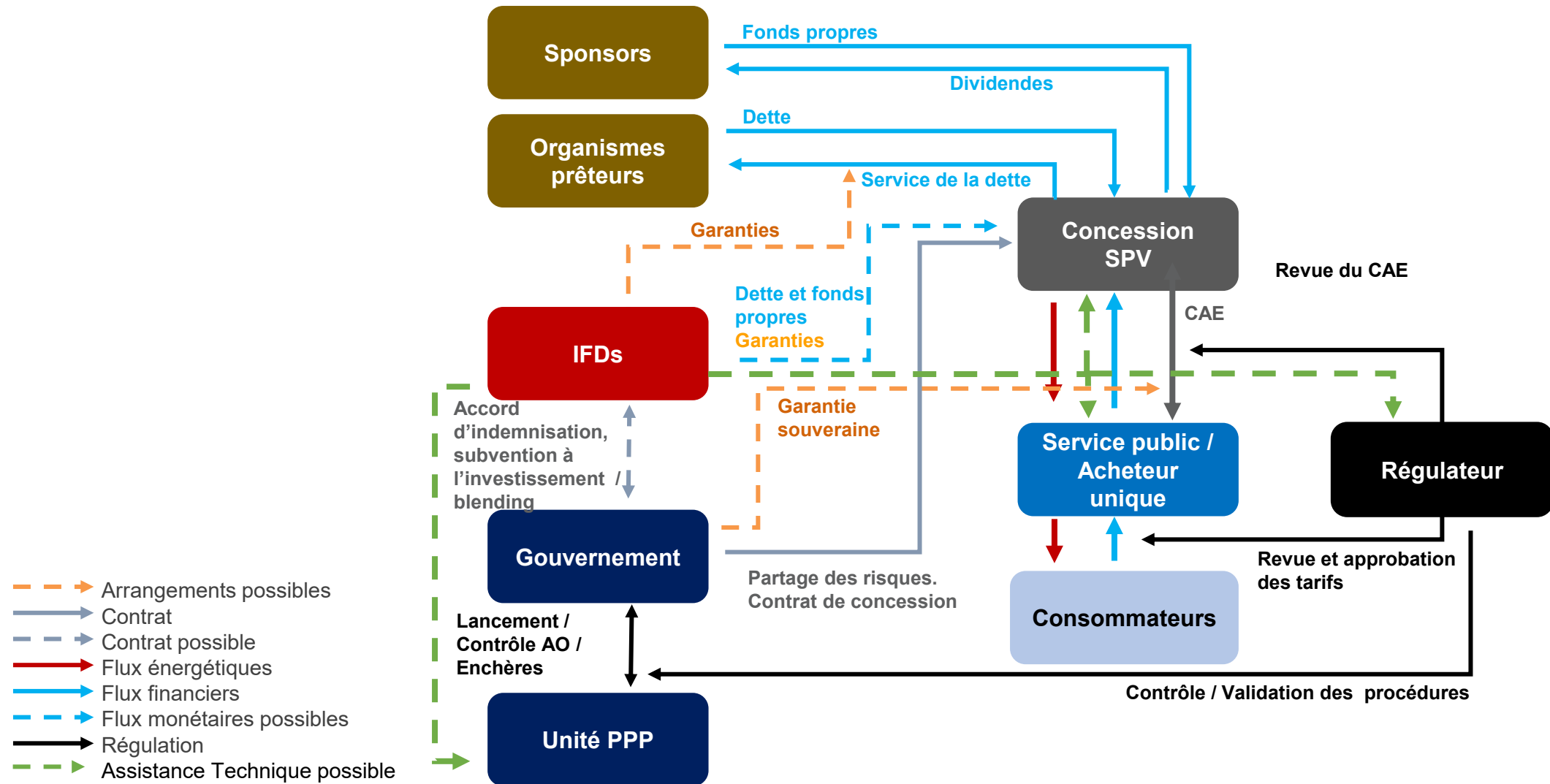


Les principaux éléments de mise en œuvre (2 de 2)

Caractéristiques	PPP / Concession	PIE
O&M	Le concessionnaire est responsable de l'O&M	Le PIE est responsable de l'O&M
Flux financiers	Les acheteurs / l'acheteur unique paie le concessionnaire pour l'électricité achetée sur la base des conditions établies dans le contrat de concession et des tarifs réglementés	Les acheteurs / l'acheteur unique paie le PIE pour l'électricité achetée selon les conditions établies dans le CAE
Financement	<p>Financement par le concessionnaire par emprunt et capitaux propres sur le marché. La participation de l'État ou d'un service public peut prendre la forme de mise à disposition de terrains, de droits de passage, d'expropriation, etc. Les IFD peuvent fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ des garanties pour garantir les paiements ponctuels,▪ des emprunts et des capitaux propres à la SPV,▪ une subvention d'investissement au secteur public pour devenir actionnaire du service public,▪ une subvention d'investissement / un blending pour couvrir les coûts associés (par exemple, préparation du terrain, ligne de transport, sous-stations, route, batteries). <p>L'État peut fournir des garanties souveraines.</p>	<p>Financement par le PIE, par emprunts et capitaux propres sur le marché. L'État peut fournir des garanties souveraines. Les IFD peuvent fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ des garanties pour garantir les paiements ponctuels ;▪ des emprunts et des capitaux propres à la SPV ;▪ une subvention d'investissement au secteur public pour devenir actionnaire de l'entreprise ;▪ une subvention d'investissement/un financement mixte pour couvrir les coûts associés (par exemple, préparation du terrain, ligne de transport, sous-stations, route, batteries).
Régulation	Le régulateur examine et valide le processus d'octroi de licences dans le cadre de l'accord de concession, garantit le respect de toutes les normes et examine et approuve les CAE et les tarifs.	Le régulateur examine et valide le processus d'octroi de licences, garantit la conformité à toutes les normes et examine et approuve les CAE et les tarifs.



PPP / Concession





IPP / PIE

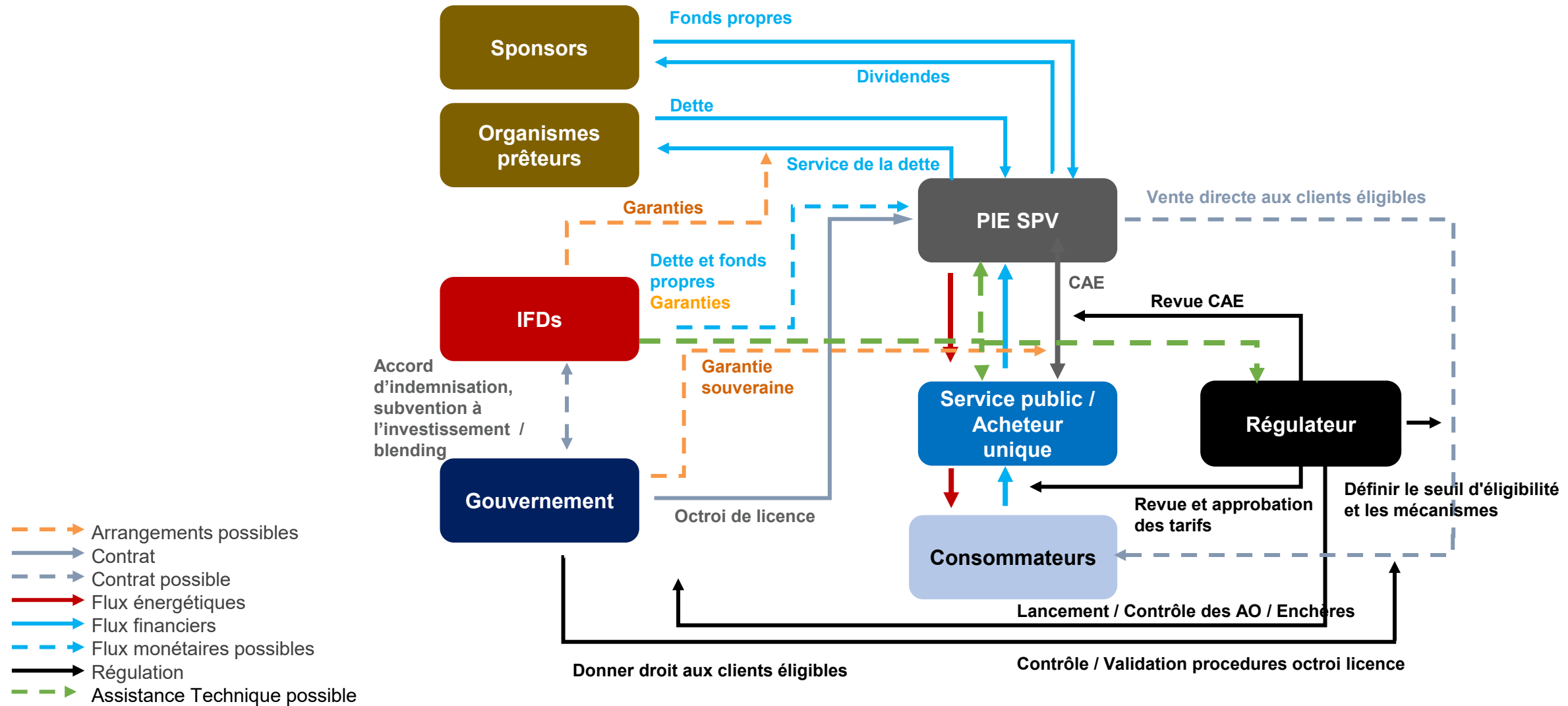




Table des Matières

- ▶ 1. Présentation de l'atelier
- ▶ 2. Les différents modèles pour la mise en œuvre d'un projet dans le secteur de l'électricité
- ▶ **3. Les procédures de sélection – Attribution des titres**
- ▶ 4. La mise en œuvre des projets



Le rôle du régulateur dans le processus d'attribution des titres (1 de 2)

Le régulateur doit intervenir directement

1. La préparation et la rédaction des cahiers des charges. Chaque activité du secteur fait l'objet d'un cahier des charges spécifique, qui inclut a minima:

- Les dispositions générales,
- Des dispositions spécifiques,
- Le périmètre de l'activité,
- Les conditions de service,
- Les engagements environnementaux et sociaux,
- Les revenus de l'opérateur et la tarification,
- Les redevances,
- Le régime des biens,
- Les investissements au bénéfice de l'activité,
- Les indicateurs de performance,
- Les dispositions comptables et financières,
- Des dispositions spéciales et diverses.

La Directive n° 01/2022/CM/UEMOA du 30.09.2022 préconise une procédure à deux étapes (Art. 13) lorsque «Les autorités contractante, notamment dans le cas de projets complexes, ne sont pas en mesure de définir seules et à l'avance les moyens techniques répondant à leurs besoins ou lorsqu'elles ne sont pas en mesure d'établir le montage juridique et/ou financier du projet ».

2. La préparation et la rédaction du dossier d'AO. Cela inclut a minima:

- Le choix de la procédure,
- La définition des exigences en termes de capacités techniques et financières, et des compétences des candidats,
- Les exigences en matière de description des technologies proposées et de la conception globale du projet,
- Les exigences en matière de descriptions et spécifications techniques des équipements, structures, matériaux et composants qui seront fournis,
- Les exigences en matière de respect des conditions environnementales, économiques et sociales,
- Les exigences en matière de garanties, de service après-vente, de formation dans les domaines de l'opération et de la maintenance, d'approvisionnement en équipements et pièces de rechange, ainsi qu'en suivi moyen et long terme,
- L'élaboration d'une grille détaillée et pondérée des critères d'évaluations de l'offre, dans tous ses aspects (aussi bien concernant l'entreprise, les personnes, les compétences et capacités, que les aspects techniques et financiers de l'offre), grille fixant un seuil minimal au-dessous duquel l'offre est écartée (des critères d'élimination peuvent être envisagés), grille qui devra être jointe au dossier d'AO,
- L'énoncée de clauses précises sur les possibilités de sous-traitance (si autorisées),
- L'élaboration d'un modèle de contrat détaillant les obligations des parties, qui pourrait être joint au dossier d'AO.



Le rôle du régulateur dans le processus d'attribution des titres (2 de 2) –

3. L'évaluation des offres. Cela inclut a minima:

- Être l'un des acteurs directs du processus d'évaluation,
- Participer à l'évaluation des candidats, selon leur situation administrative et juridique, leurs capacités techniques et financières, et leurs compétences selon les informations communiquées,
- Participer à l'évaluation du concept du projet et des technologies proposés, lorsqu'il s'agit d'un AO en 2 étapes, en s'appuyant sur les informations complémentaires liées aux équipements, structures, matériaux, composants, etc., mais aussi sur les services annexes (garanties, O & M, formation, SAV, etc.),
- Participer à l'évaluation technique des offres et appliquer les critères de pondération dans la grille correspondante, en vue de retenir seulement les offres les mieux disantes, à savoir celles répondant le mieux aux besoins identifiés, à la fois sur le court et le long terme,
- Participer à l'évaluation des offres financières, et appliquer les critères de pondération dans la grille correspondante, afin de sélectionner finalement l'offre la moins disante parmi les offres les mieux disantes.

4. La signature des contrats et l'attribution des titres. Cela inclut a minima:

- La participation à la préparation et la rédaction des contrats,
- La participation aux procédures d'attribution des titres, en cas d'application des dispositions de la loi sectorielle,
- Le suivi de l'attribution des titres, si application de la loi PPP, et selon les disposition d'harmonisation des lois lorsqu'elles existent,





Les caractéristiques des modes d'attribution des titres (1 de 2)

Caractéristiques	AO ouvert	AO restreint	AO en 2 étapes	Gré à gré / Offres spontanées
Modalités	Tout candidat peut soumettre une offre Aucun contrôle préalable Réception potentielle d'un très grand nombre d'offres	Préqualification selon les capacités techniques et financières des candidats, puis présentation des offres techniques et financières par les candidats préqualifiés/présélectionnés	Étape 1 : soumission d'une première offre technique sans indication de prix, incluant les principes généraux de conception et la norme de performance et, le cas échéant, les conditions de financement Étape 2 : les soumissionnaires qui satisfont au niveau minimum acceptable sont invités à soumettre des offres techniques et financières ainsi qu'un plan de financement le cas échéant	Doit être soumise par écrit Pas en réponse à une demande de propositions
Calendrier / délai de mise en oeuvre	Processus en une seule étape, plus rapide et plus facile à mettre en oeuvre	Nécessite une plus grande implication du pouvoir adjudicateur. La phase de préqualification limite toutefois le nombre de candidatures à évaluer.	La procédure en deux étapes est plus longue à mettre en oeuvre et requiert une plus grande implication du pouvoir adjudicateur ainsi qu'une autorisation spéciale. Elle requiert également des compétences techniques élevées pour évaluer la conception et les normes de performance. Cependant, elle limite le nombre de candidatures à évaluer à l'étape 2 et augmente les chances que les offres évaluées soient conformes aux normes requises.	Si légalement justifié et motivé, rapide et facile à mettre en oeuvre
Transparence	Favorise la transparence	Limite le nombre d'offres en éliminant les candidats qui ne répondent pas aux critères de capacité technique ou financière qui doivent être totalement transparents	Limits the number of offers by eliminating candidates who do not meet the level of technology and conceptual design	Le projet doit être clairement motivé pour éviter toute situation conflictuelle



Les caractéristiques des modes d'attribution des titres (2 de 2)

Caractéristiques	AO ouvert	AO restreint	AO en 2 étapes	Gré à gré / Offres spontanées
Qualité des offres	Risque de recevoir des offres très variées	Les offres techniques répondront en principe aux besoins exprimés dans l'appel à propositions	Permet de proposer des offres de meilleure qualité à l'étape 2, adaptées au contexte et aux objectifs du projet et permet l'introduction de concepts/technologies plus innovants	Les offres de mauvaise qualité ne seront pas discutées
Critères de sélection	L'appel d'offres ouvert est généralement basé sur le prix (prix unitaire)	En règle générale, les AO restreints sont basés sur la valeur, l'accent étant mis non plus sur le prix unitaire mais sur la valeur totale du cycle de vie, avec une formule de pondération pour l'offre technique/l'offre financière.	L'appel d'offres en deux étapes est basé sur la valeur, en déplaçant l'attention du prix unitaire vers la valeur totale du cycle de vie, le concept du projet et la technologie innovante qui correspondent le mieux au projet.	Ils devraient inclure des principes de conception conceptuelle nouveaux et innovants et des normes de performance, ainsi qu'un coût compétitif.
Négociation	Ne permet aucune négociation pour adapter l'offre technique sélectionnée	Offre une certaine latitude de négociation sur la partie technique de la proposition retenue	Offre une certaine latitude de négociation si un concept ou une technologie innovante est proposé	Processus entièrement négocié



Table des Matières

- ▶ 1. Présentation de l'atelier
- ▶ 2. Les différents modèles pour la mise en œuvre d'un projet dans le secteur de l'électricité
- ▶ 3. Les procédures de sélection – Attribution des titres
- ▶ **4. La mise en œuvre des projets**



Sécurisation du foncier, les permis et autorisations

Sécurisation du foncier



Permis et autorisations

Décret d'utilité publique

Permis de construire

Emprise au sol, servitudes
Accès pour la construction et la maintenance

Certificat de conformité
Autorisation d'exploitation



Le Contrat d'Achat d'Electricité (CAE)

Vente d'électricité

CAE = contrat entre un producteur et un acheteur, sur base d'une **négociation**, sous le **contrôle du régulateur**

Le CAE permet d'assurer:

- ☐ La sécurité de l'approvisionnement en électricité pour l'acheteur,
- ☐ Des revenus stables pour le producteur sur une période définie.

Nécessité d'un **CAE**

CAE = élément clé du cadre réglementaire pour le **développement des EnR**

Le CAE doit fixer notamment::

- ☐ La durée du contrat,
- ☐ Le volume d'énergie,
- ☐ Le prix de l'électricité,
- ☐ Les modalités de livraison,
- ☐ Les modalités de facturation et de paiement (compte offshore, devises, taux d'actualisation, indexation, etc.),
- ☐ Les garanties,
- ☐ La gestion des risques,
- ☐ Les pénalités,
- ☐ Les cas de force majeure,
- ☐ Les droits de rétractation.

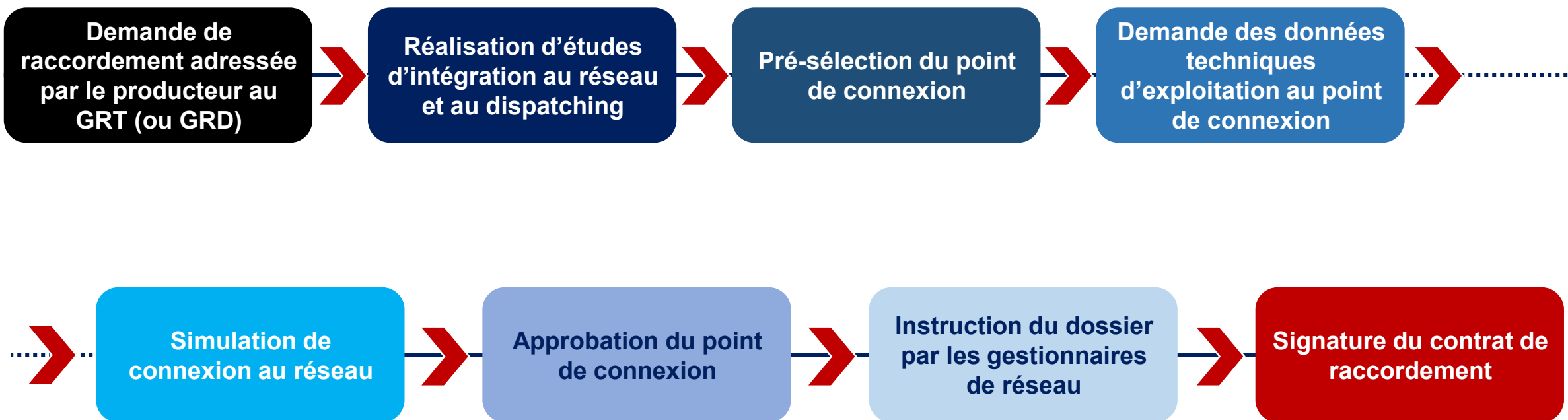
Le CAE est conclu avec:

- **L'acheteur unique** pour vendre l'électricité au GRT, et l'injecter sur le réseau,
- Un **client éligible**, dont la consommation annuelle dépasse le seuil fixé par le ministère en charge de l'énergie,
- Un **acheteur dont le centre de consommation se situe hors du territoire** où est installé le producteur: il s'agit alors d'**exportation**, activité requérant (en plus du CAE) une licence spécifique



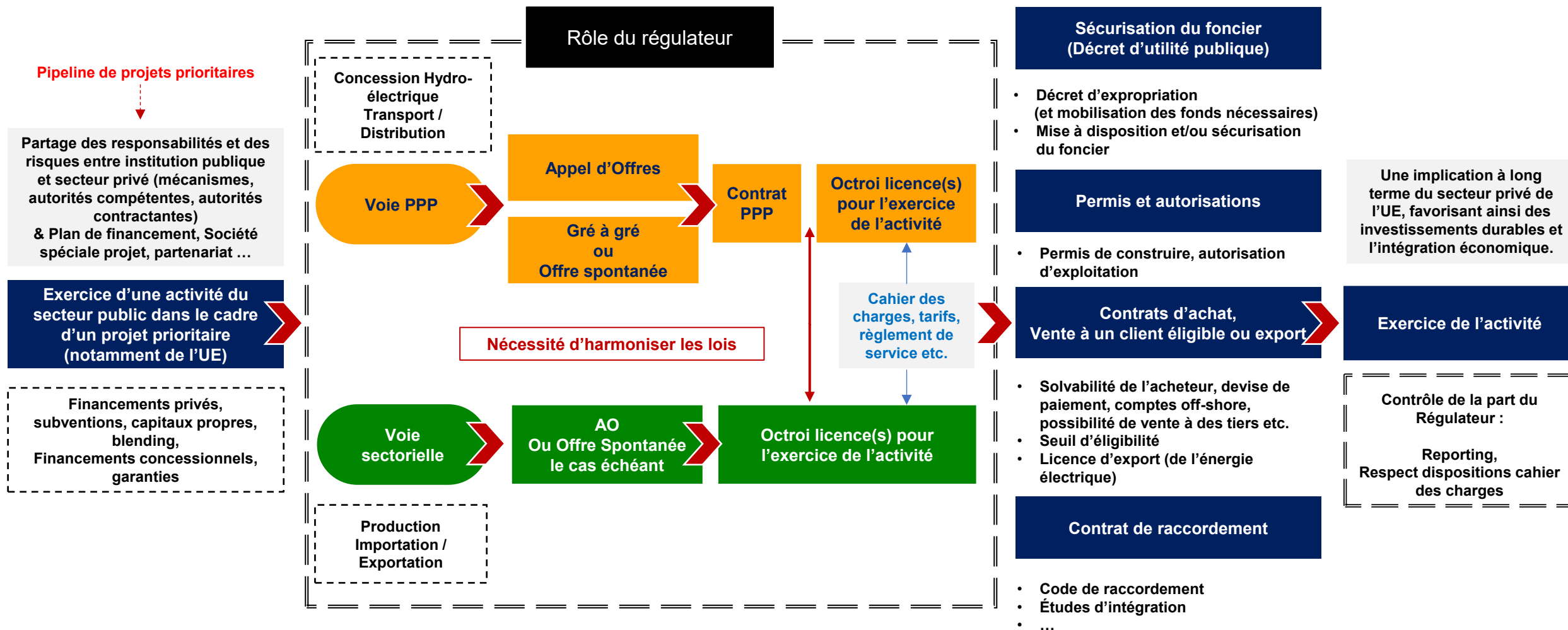
Contrat de raccordement

Pour injecter / faire circuler de l'électricité sur un réseau, il est nécessaire de conclure un **contrat de raccordement** avec le GRT (ou le GRD).





Résumé final





Merci pour votre attention,



Avez-vous des questions ?